

<https://www.ecoleemancipee.org/En-campagne-contre-la-reforme-de-la-FDE-piece-maitresse-contre-la-ref-orme-de-la>



En campagne contre la réforme de la FDE, pièce maîtresse de la casse de l'école !



FSU - CDFN - CDFN 2020-2021 - CDFN mars 2021 -

Date de mise en ligne : jeudi 18 mars 2021

Date de parution : 18 avril 2021

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

S'il y a un sujet qui met toutes les organisations syndicales d'accord, c'est bien la réforme de la formation et du recrutement des profs des 1er et 2nd degrés. Mais cette unanimité masque des nuances parfois de taille. La FSU, centrale dans cette affaire, doit imprimer sa marque et ses analyses, pour que tout le monde s'empare des enjeux de la réforme.

Au premier chef, les formatrices et formateurs. Comme l'a souligné Anne, les mobilisations qui ont lieu le 11 mars dans les INSPE sont certes modestes, mais elles ont le mérite d'exister. Elles sont même remarquables vu l'état des collectifs militants et de travail après des mois de fermeture. Il faut essayer d'enfoncer le clou et d'élargir, avec une campagne fédérale en direction des personnels.

Parmi les opposants à la réforme, peu voient la « terrainisation » de la formation comme un problème. La FSU doit expliquer en quoi la place galopante d'une certaine conception du « terrain », conçu comme le cadre premier et principal d'une formation de moins en moins universitaire, malgré le recrutement de nouveau repoussé en fin de master, est problématique.

Que l'on en juge :

- ▶ l'une des mesures phare de la réforme consiste à recruter des étudiantes et étudiants en M1 sur des contrats d'AED aménagés : cette prétendue alternance qui n'a rien d'intégratif, signe une entrée dans le métier par la précarité qui va placer les recruté-es face à trois urgences contradictoires (faire la classe, obtenir son master et réussir le concours) ;
- ▶ cela, conjugué aux nouvelles épreuves de concours, prétendument plus professionnelles, mais surtout d'avantage centrées sur les savoirs scolaires (différents des savoirs universitaires) et les pratiques normées promues par l'institution, renseigne sur la véritable visée de la réforme : la dénaturation en profondeur de nos métiers, contre l'idée d'enseignant-e concepteur-riche que nous revendiquons.
- ▶ dans le même temps, l'employeur pèse de plus en plus lourd dans le dispositif de formation (avec les formateur-rices en temps partagé et la mise en minorité des personnels dans les conseils de l'INSPE), ainsi que dans le processus de titularisation (avec l'oral de fin de stage).

Tout cela résonne avec les logiques de contractualisation, mise en concurrence et de contrôle exercées au quotidien par Blanquer, logiques que nous avons observées en primaire par exemple avec les évaluations nationales, ou dans le second degré avec celle des établissements et derrière eux, des personnels.

Dès cette année, les entretiens de titularisation pour les stagiaires recruté-es sans oraux de concours l'an dernier, ne laissent d'interroger : ils n'évaluent rien qui ne soit pas déjà évalué par ailleurs. Mais le problème n'est pas seulement qu'ils ne servent à rien : c'est qu'ils déportent le recrutement vers l'entretien d'embauche (et préfigurent l'oral de fin de stage de la nouvelle architecture de la formation), avec une dimension néomanagériale dangereuse.

Dès cette année, la FSU peut et doit appuyer là où ça fait mal à l'employeur. La campagne de titularisation des stagiaires peut constituer une opportunité : revendiquons qu'il n'y ait aucun licenciement cette année. Une mesure exceptionnelle qui tient compte du caractère dégradé de la formation (presque entièrement en distanciel) et d'une expérience du terrain biaisée (en particulier en lycées où les demi-jauges et l'enseignement hybride sont la règle).

On nous oppose que certaines et certains ne seraient pas fait-es pour le métier, mais à la FSU, nous défendons

En campagne contre la réforme de la FDE, pièce maîtresse de la casse de l'école !

l'idée que le métier s'apprend, pas qu'il s'agit d'une vocation. Or, comment les stagiaires, y compris celles et ceux qui redoublent cette année après avoir vécu une première année chaotique en raison de la fermeture des écoles et établissements, peuvent-ils et elles apprendre leur métier dans de telles conditions ?

Un tel mot d'ordre permettrait de tirer les fils de la réforme. La FSU doit gagner la bataille de conviction qui s'annonce sur le sujet du recrutement et de la formation des enseignant-es ! Et s'appuyer sur le 6 avril, journée Fonction Publique, pour mobiliser dans les INSPE (notamment !).

Marie Haye